

# Internet et les médias : information ou désinformation

Café des Droits de l'Homme

6 octobre 2010

La présentation de Jean-Claude Vitran (Ligue des Droits de l'Homme) a été focalisée sur les thèmes de « rumeur et propagande », puis sur les recommandations de la Ligue des Droits de l'Homme concernant l'utilisation des réseaux sociaux par les citoyens.

## Rumeur et propagande

Sous le terme de « *rumeur* », on peut regrouper :

- ❖ de fausses informations, des erreurs journalistiques ou des manœuvres de désinformation ;
- ❖ des préjugés, quand ils sont racontés et non seulement assésés — c'est pourquoi, par exemple, on a pu parler en particulier des Protocoles des Sages de Sion comme d'une « rumeur » antisémite ;
- ❖ des canulars, quand ils ne sont pas encore révélés — ainsi certains auteurs parlent-ils de l'émission radiodiffusée en 1938 d'Orson Welles sur la « Guerre des mondes » comme d'une rumeur ;
- ❖ des légendes contemporaines ou urbaines, — longtemps classée « légende contemporaine », l'histoire du « terroriste au grand cœur » s'est vu affubler du qualificatif de « rumeur » peu après les attentats américains du 11 septembre 2001 (un homme prévenait de l'imminence d'un attentat une bonne âme responsable d'une bonne action).

La rumeur devient propagande quand elle prend appui sur des histoires de vie, des cas exemplaires, des théories globales ; elle fait alors partie de techniques d'influence. Quant au terme de *propagande*, il s'applique à une action exercée sur l'opinion pour l'amener à avoir et à appuyer certaines idées, et il ajoute surtout politiques.

La *rumeur* est vieille comme les échanges interpersonnels. Elle est produite spontanément et n'est pas le fruit d'un complot mais d'un mensonge, de "paroles en l'air" dont un groupe ou une société se saisit, pour diverses raisons, et l'amplifie. La rumeur offre parfois une explication simplifiée et rassurante de certains problèmes de société, se limitant souvent à la désignation d'un responsable (ou plutôt d'un bouc émissaire), expliquant ainsi son succès. Le principe même de la rumeur est qu'elle est tenace, particulièrement si elle touche au scandale. En général, tout démenti n'est qu'un pis-aller.

Le mot « *propagande* », que l'on trouve déjà lié à la diffusion du christianisme par les missionnaires, prend une connotation péjorative au cours du [XX<sup>e</sup>](#) siècle, en lien avec les deux Guerres mondiales. La fonction de « ministre de la propagande » de Joseph Goebbels, sous le Troisième Reich, n'a pas manqué, au lendemain de la défaite, de contribuer à renforcer l'image négative du terme. Pourtant, jusqu'à la fin des années 1970, les syndicats et les partis politiques continuent à faire figurer des sections « propagande » dans leurs organigrammes jusqu'à ce que l'expression « communication politique » remplace un terme devenu extrêmement négatif car intimement lié dans l'opinion à la notion de totalitarisme. La propagande poursuit généralement des objectifs de nature politique : mondialisme, communisme, capitalisme, stalinisme, nationalisme, fascisme, propagande nazie, islamiste, mais aussi d'autres objectifs (militariste).

Dans une démocratie, les principaux aspects de la propagande s'expriment sous les formes suivantes : influence médiatique, confusion volontaire (justification de la vente d'un produit par des principes éthiques, ou inversement, promotion d'une opération humanitaire en usant des techniques de communication des entreprises privées), manipulation de l'opinion publique à l'aide de statistiques ou de sondages biaisés, falsification de l'image, auto-censure des rédactions, informations partiales, bouc émissaire, slogans, glissement sémantique (vidéoprotection en place de vidéosurveillance ou « dommages collatéraux » à la place de « victimes civiles »).

Une légende urbaine fort répandue veut que le terme de recherche le plus demandé sur les moteurs de recherche soit « sexe ». Curieusement, les médias ne manquent jamais une occasion de colporter ce racontar. En 2006, des chercheurs américains ont affirmé que la pornographie n'occupe qu'environ 1,1 % des pages Web indexées par Google.

De l'année 2004 à ce jour, les dix termes de recherche les plus demandés sur le moteur de recherche Google sont :

- ❖ pour la France, dans l'ordre : Facebook, Jeux, Youtube, Yahoo, Pages jeunes, Météo, Vidéo, TV, Orange, Ebay ;
- ❖ pour les États-Unis : lyrics (« paroles de chansons »), You, Myspace, Yahoo, My games (« jeux »), Youtube, News (« informations, nouvelles »), Google, Music (« musique »).

Cependant, on dit aussi que Google censure ou modifie cette liste, ce qui tend à accréditer la rumeur. L'Internet est devenu un nouveau médium de transport de la rumeur, mais il « améliore » seulement la vitesse de propagation car, restons sérieux, le web et les réseaux sociaux, comme toutes les technologies ne sont ni bons, ni mauvais. Ils ne sont que ce que les hommes en font. Derrière tous ces mots il y a des personnes, qui interagissent avec d'autres personnes permettant au buzz et aux rumeurs de se propager. Internet ne joue ici que le rôle de vecteur d'information.

Il faut rationaliser le débat car mettre tout et n'importe quoi sur le dos d'Internet et des médias sociaux risque de permettre à certains - qui ne rêvent que de ça - de remettre en cause [la neutralité du net](#). L'explication est simplement humaine : une personne a entendu cette rumeur et a souhaité la partager avec d'autres, en l'occurrence sur Twitter, Facebook, ou d'autres. Internet n'est qu'un vecteur de plus, certes plus puissant que d'autres, mais sans davantage de responsabilité.

Ne pas oublier que la toile permet à des opprimés, Chinois, Iraniens, Tunisiens, Égyptiens, et autres de donner des informations sur leur servitude, d'obtenir des appuis par des campagnes de presse et des pétitions. Aujourd'hui, grâce à ces réseaux, pratiquement aucune information ne peut rester confidentielle et elle est relayée en temps quasi réel.

Ceux qui crient le plus fort contre le système sont ceux qui utilisent le plus les capacités de communication du système. Regardez comment Barak Obama a utilisé le Web lors de son élection et, en France, lors des régionales, comment la communication politique a investi massivement le Web. Les réseaux sociaux politiques sont désormais en place et le premier constat que l'on peut tirer de cette invasion est qu'elle ressemble à une colonisation d'un milieu hostile façon *far-west*.

À la Ligue des Droits de l'Homme, on a pour habitude d'affirmer en permanence que la technologie doit être au service des hommes pas le contraire et que la société civile doit s'appropriier les nouvelles technologies en exigeant des politiques des réflexions approfondies sur l'ensemble des problèmes posés à notre société par ces nouveaux systèmes. Et il est vrai que les réseaux sociaux se développent de manière anarchique parce qu'il manque aujourd'hui dans nos sociétés et particulièrement dans notre pays de vrais débats démocratiques. Le débat est confisqué par le politique qui croyant que nous sommes tous incultes pense à notre place.

En dehors de ce développement trouble et sans contrôle des réseaux sociaux, d'autres dangers guettent nos libertés et nos droits fondamentaux : je veux parler des RFID, des nanotechnologies, là aussi le débat est confisqué. Sans oublier, le nucléaire et les OGM.

La LDH demande :

- ❖ une directive protection des données soumise à la législation européenne permettant entre autre la configuration facile des informations de son profil, la fermeture définitive de son compte et l'élimination totale des données personnelles partagées, et l'impossibilité de la collecte des informations par les moteurs de recherches ;
- ❖ des campagnes de sensibilisation en direction des utilisateurs qui ne sont pas conscients de leurs actes et du partage de leurs données personnelles.

Un simple exemple : Pourquoi admettre en France que Google soit de statut juridique étasunien, d'autres n'ont pas accepté cette exception qui n'a pas de fondement juridique. Pourquoi la France l'accepte ?

Nous pensons qu'Internet est capable du meilleur – la pétition Edvige en est un exemple - mais aussi, comme tous les médias, du pire, alors ne nous laissons pas manipuler, faisons pression sur nos députés, nos sénateurs et sur le parlement européen pour avoir un Internet au service des citoyens.